

# Pour tenir en échec le pouvoir gaulliste

**L**E pouvoir gaulliste, qui avait déjà essuyé un échec lorsque les travailleurs des mines ont refusé d'obéir au décret de réquisition, est en train d'en subir un second par l'extension et la multiplication des mouvements revendicatifs et par la poursuite de la grève des houillères.

Le gouvernement en effet a tenté, la semaine dernière, une double manœuvre.

D'une part, en créant la commission Massé, il a voulu trouver une procédure pour faire durer le conflit et essayer d'user la combativité des travailleurs, tout en se donnant l'air de prendre des initiatives pour engager de nouveau la discussion.

D'autre part, il a annoncé que le ministre des Finances allait étudier les « conséquences budgétaires d'éventuelles hausses de salaires dans les entreprises nationales » : en clair, cela signifiait qu'il cherchait à rejeter sur les salariés du secteur nationalisé la responsabilité de nouvelles hausses, de nouveaux impôts, bref d'un danger plus grave d'inflation.

Ces calculs ont jusqu'ici étaient déjoués.

Les mineurs, loin de reculer ou de manifester des hésitations, ont persévéré ; ils ne cessent d'affirmer leur volonté de tenir, comme l'indiquent tous les témoignages recueillis dans les bassins. Les travailleurs de Lacq ont eux aussi poursuivi leur mouvement.

Les P. et T. ont engagé une première offensive, cependant qu'à la S.N.C.F., à la R.A.T.P., au Gaz de France et à l'Electricité de France de nouveaux arrêts de travail étaient décidés. On pouvait constater en même temps que le mouvement de solidarité matérielle ne s'était pas affaibli et que l'opinion demeurait compréhensive pour toutes ces manifestations de mécontentement.

Il faut tout faire pour tenir en échec les manœuvres du pouvoir et lui infliger une défaite.

Nous ne devons pas cesser de dénoncer sa responsabilité totale dans la situation actuelle.

S'il se trouve en présence de cette soudaine explosion, c'est parce qu'il a été incapable, malgré les affirmations répétées dans les discours présidentiels, d'empêcher une hausse des prix, bien antérieure aux rigueurs de l'hiver. Les

demandes d'augmentations de salaires sont conséquence et non cause. Le langage tenu par le Premier ministre est le langage traditionnel de tout gouvernement de droite : s'il y a danger d'inflation, c'est la faute des travailleurs et, pour faire face à ce danger, ce sont les salariés qui doivent les premiers et les seuls supporter des sacrifices. La politique « sociale » du régime n'est rien d'autre que celle d'un Laniel ou d'un Pinay.

Et ce régime n'a même pas l'excuse d'avoir manqué de temps pour prévoir et organiser. Nous a-t-on assez vanté les avantages de la stabilité et de l'autorité ? Qu'en a-t-on fait ? Il a fallu ces mouvements de grèves pour que le gouvernement découvre la nécessité d'avoir une politique cohérente des sources d'énergie. Mais à quoi sert donc le Commissariat au Plan ? Et que valaient tous les propos tenus, tout récemment encore, sur l'orientation « sociale » du IV<sup>e</sup> Plan ? On ne pouvait plus ouvertement étaler l'imprévoyance et le bluff du régime.

Répetons enfin que si des difficultés budgétaires nouvelles surgissent, l'augmentation des dépenses improductives, en particulier des dépenses militaires, n'y est pas étrangère. La force de frappe, comme le montre d'autre part Pierre Naville, a aussi sa part, sa large part dans la menace d'inflation.

Les hommes de l'U.N.R. auront beau répéter qu'on ne doit pas « politiser » les grèves, il n'en reste pas moins que les grèves ont une portée politique et qu'elles atteignent le régime lui-même. Elles font apparaître clairement son impuissance, son imprévoyance et l'orientation réactionnaire de sa politique économique et sociale.

C'est bien pourquoi ces mouvements de revendications, qu'on le veuille ou non, ont un prolongement politique. Il faut en prendre acte et en tirer la conclusion qui s'impose chaque jour avec plus d'évidence : la nécessité de coordonner ces actions et de les prolonger par un large accord sur un programme commun, comme l'indique la résolution de notre C.P.N. Notre parti a déjà pris des initiatives dans ce sens et il poursuivra ses efforts auprès des partis et des organisations syndicales.

Robert Verdier